

Depuis le dernier congrès , la direction de l'UGET essaye de faire peu neuve. Elle tente de faire oublier à la masse des étudiants les pratiques scandaleuses des directions qui se sont succédées depuis 1963: vols d'urnes, établissement de listes noires ,dénonciation à la police ,tabassage d'étudiants ...

Certains étudiants non avertis, ignorant les liens de soumission de l'UGET au PSD ont cru de bonne foi au prétendu renouveau de l'UGET.

Mais que sont , au juste , les pratiques de la direction de l'UGET depuis la rentrée ?

- D'une part, la C.A. évoque dans sa déclaration du 9 septembre 1969 les "forces réactionnaires";

de l'autre, cette même C.A. apporte soutien et caution au gouvernement de Ladghan.

- D'une part, le B.E. promet dans toutes ses prises de position le respect des libertés démocratiques ;

de l'autre, il délègue un de ses membres (Ayad Enneifer) à une réunion de l'UGTT pour apporter à nouveau ,soutien et caution au parachutage de Habib Achour à la direction de l'UGTT.

- D'une part, le B.E. affiche un grand intérêt à la lutte anti-impérialiste ;

de l'autre, il reprend à son compte la campagne de dénigrement systématique orchestrée contre les militants anti-impérialistes et condamne les "trublions", les "égarés" .

- D'une part , la direction promet de respecter les libertés syndicales;

de l'autre , elle s'empresse de dissoudre le Comité de Section de l'UGET de Bruxelles dès que son orientation politique et ses positions anti-impérialistes se sont précisées et affermies.

De même , elle se tait devant les menaces d'exclusion qui pèsent sur un grand nombre d'étudiants anti-impérialistes.

Les diverses prises de position scandaleuses de la direction de l'UGET confirment pleinement ce que nous avons toujours affirmé: seule la lutte politique contre le régime réactionnaire destourien paye.

En d'autres termes, il s'agit pour les étudiants de faire de leur lutte à l'UGET une composante du combat des masses exploitées contre l'oppression et la dictature.

DEMASQUONS ET DENOCONS LA DIRECTION DE L'UGET !

MENONS JUSQU'AU BOUT LE TRAVAIL DE CLARIFICATION IDEOLOGIQUE AU SEIN DU MILIEU ETUDIANT !!!

LIONS NOTRE LUTTE à CELLE DE TOUTES LES CLASSES EXPLOITEES ET OPPRIMEES !!

GEAST

MOTION SUR LA TUNISIE ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ PAR LES PARTICIPANTS

A LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE SOLIDARITÉ ANTI-IMPÉRIALISTE DU 21 FÉVRIER 70

- Considérant les importantes manifestations populaires qui ont eu lieu à Tunis lors de la visite du représentant de l'impérialisme Yankee, Rogers les 9 et 10 février 1970,
- Considérant la répression qui s'est abattue sur les militants anti-impérialistes après ces manifestations populaires,
- Considérant la campagne de dénigrement systématique (par la Presse, la Radio et la Télévision) orchestrée à l'encontre des dignes militants anti-impérialistes qualifiés de "voyoux", d' "énergumènes" de "poignées d'agitateurs" ..
- Considérant l'Inféodation totale de la direction de l'UGET au parti pro-impérialiste au pouvoir et sa condamnation des dernières manifestations,
- Considérant la menace d'exclusion de l'université d'un grand nombre d'étudiants révolutionnaires et anti-impérialistes,

NOUS , ORGANISATIONS SIGNATAIRES ,

- Saluons ces manifestations populaires anti-impérialistes,
- Exprimons notre entière solidarité avec la lutte des étudiants et du peuple tunisien contre l'impérialisme Yankee et ses valets,
- Condamnons énergiquement la direction de l'UGET pour sa prise de position scandaleuse,
- Exigeons l'arrêt des poursuites à l'encontre des étudiants et militants anti-impérialistes .

A.G.E.G. : Association Générale des Etudiants de Guadeloupe  
A.E.O.M. : Association des Etudiants d'Origine Malgache  
F.E.A.N.F. : Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France  
G.U.P.S. : Union Générale des Etudiants Palestiniens  
U.E.L.F. : Union des Etudiants Lao en France  
U.E.V.F. : Union des Etudiants Vietnamiens en France  
U.N.E.F. : Union Nationale des Etudiants de France  
U.N.E.M. : Union Nationale des Etudiants Marocains  
U.N.E.S. : Union Nationale des Etudiants Syriens  
U.G.E.C.F. : Union Générale des Etudiants Congolais en France  
U.E.I.F. : Union des Etudiants Iraniens en France  
G.E.A.S.T. : Etudiants du Groupe d'Etude et d'Action Socialiste Tunisien

LUTTE, ECHEC, NOUVELLE LUTTE, NOUVEL ECHEC,  
NOUVELLE LUTTE ENCORE, ET CELA JUSQU'A LA  
VICTOIRE.

Encore une visite, à reliaer aux autres visites. Hier c'était Humphrey et Tran Van Do. Aujourd'hui, c'est Rogers. Encore des manifestations à Tunis! Le peuple tunisien, fidèle à ses traditions anti-impérialistes, manifeste. Contre les premiers. Et le second. Le régime destourien, vu sa nature, réprime. Il l'a fait. Il le fait et il le fera. L'opposition est désormais entre lui et le peuple. Une contradiction, de plus en plus claire, oppose les masses exploitées - ouvriers, paysans, intellectuels et étudiants - et le destour.

I/ Qu'est venu faire Rogers dans notre pays?

- Inspecter ses troupes.
- Voir sur place ce que sont devenues les recommandations et les conseils des organismes internationaux impérialistes (BIRD, FMI, etc...).
- S'assurer du soutien du destour quant aux menées criminelles de l'impérialisme yankee contre les peuples opprimés: Vietnam, Laos, Grèce, Thaïlande, Amérique Latine etc...
- Assister à la décoration sur le sol tunisien par Bourguiba Junion des soldats américains.
- Colporter son sinistre projet de liquidation de la révolution palestinienne.

Satisfait, Rogers offre généreusement, avant de partir, quelques millions de dollars à une bourgeoisie tunisienne toujours très dévouée et déclare: "Je ne crois pas qu'il existe au monde un meilleur ami des Etats-Unis que la Tunisie."

II/ Comment a été reçu Rogers à Tunis?

- Triomphalement par le gouvernement: "En ami et en représentant d'un pays qui a toujours aidé la Tunisie quand elle en avait besoin." (Citation de Bourguiba Junior).
- Avec indignation et colère par le peuple tunisien: "Rogers, go home!" "Wanted Nixon and Rogers!" "Nixon assassin!" "Les ennemis de la Palestine ne peuvent être nos amis." Tels sont les mots d'ordre répétés par des milliers d'anti-impérialistes.

.../...

Malgré le quadrillage de Tunis par la Police, malgré l'occupation de la Place du Gouvernement par l'armée, malgré les manoeuvres de canalisation du Destour par le biais de l'UGET, des manifestations anti-impérialistes groupant ouvriers, employés, étudiants et lycéens eurent lieu dans plusieurs quartiers de la capitale. Le centre culturel américain, symbole de la pénétration impérialiste, fut particulièrement visé.

### III/ Quelle a été la réaction du Destour?

Comme en Juin 1967, lors de l'agression impérialo-sioniste contre les peuples arabes, comme en Janvier 1968 (visite de Humphrey), comme en Mars 1968 (Journée de solidarité avec Ben Jettou), il sévit aveuglément.

- Une campagne de dénigrement systématique par la presse, la radio et la télévision, est déclenchée contre les militants anti-impérialistes qualifiés de voyoux "de poignée d'agitateurs", "d'énergumènes" et de "désaxés qui ne croient qu'aux idéologies fumeuses"... etc... etc...

- Un flot de messages de soutien est provoqué pour tenter de repiaffer une confiance populaire qui n'est plus. Les organes fantoches du Destour UGET, UNFT et UGTT dénoncent comme d'habitude les trublions et les égarés...

- 200 arrestations sont opérées. Les tortionnaires ne chôment plus. Les Zarghaoun, les Hassen et Hadi Kacem et autres barbouzes entrent en action.

IV/ POUR NOUS LES CHOSES SONT CLAIRES. LE DESTOUR EN EST LA! IL EST ANTIPOPULAIRE, REPRESSIF ET PROIMPERIALISTE. LA LUTTE ENGAGÉE PAR NOS CAMARADES EN MARS 1968 CONNAIT SON PROLONGEMENT LOGIQUE: LES MEMES MOTS D'ORDRE SONT MAINTENANT REPRIS, APPROFONDIS ET APPLIQUES.

- EXIGEONS LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES MILITANTS ANTI-IMPERIALISTES!

- POURSUIVONS LA LUTTE CONTRE LE POUVOIR REACTIONNAIRE DESTOURIEN!

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE TUNISIEN CONTRE  
L'IMPERIALISME ET SES VALETS.

LES ETUDIANTS DU GROUPE PERSPECTIVES!

Le 16 Février 1970.

L'AG de l'AEMNA du 15 mars 1970 a été marquée par un grand nombre d'irrégularités flagrantes qui s'expliquent toutes par les basses préoccupations électoralistes du bureau sortant qui, pour constituer sa majorité, n'a pas hésité à recourir à toutes sortes de manoeuvres et surtout a fait appel aux nervis et aux militants destouriens de l'UGET, organisation fantoche du pouvoir réactionnaire tunisien.

Les irrégularités se situent à trois niveaux :

- au niveau de la préparation de l'AG,
- au niveau de son déroulement même, et enfin
- au niveau des votes qui se sont déroulés lors de cette AG.

#### I) PREPARATION DE L' AG .

L' AG a été longuement préparée par les révisionnistes du PCT et leurs protecteurs inconditionnels de l'UNEA , en relation directe avec les réactionnaires destouriens. Il s'agissait pour les deux organisations révisionnistes (PCT et PAGES d'Algérie) de tout faire pour garder la direction de l'association afin de pouvoir développer , dans un cadre légal , leur ligne idéologique opportuniste et capitularde au sein du mouvement progressiste étudiant maghrébin: soutien camouflé aux trois régimes réactionnaires du Maghreb et aussi appui à la politique de l'Union Soviétique au Moyen Orient , à la résolution du 22 novembre notamment qui garantit des "frontières sûres et reconnues à l'Etat d'Israël" , valet de l'impérialisme .

Pour atteindre ce but tous les moyens ont été jugés bons :

1) Des cartes de l'association ont été confiées - comme d'habitude - à toutes les organisations , révisionnistes tunisiens compris sauf au délégué des étudiants du Groupe d'Etudes et d'Action Socialiste Tunisien "Perspectives"

pourtant représentés au Comité Directeur et militants actifs et de longue date de l'AEFNA. Il va de soi que les cartes confiées n'ont été distribuées qu'aux personnes qui "votent bien" c'est à dire pour la ligne politique actuelle de la direction de l'AEFNA.

2) Bien que la vente des cartes devait s'arrêter samedi 14 mars à 20 h 30 de nombreuses personnes (étudiantes ou non) jugées "bonnes à voter" ont eu leur carte de l'association dimanche matin et même l'après midi au cours de l'AG. Cela est d'autant plus condamnable que d'autres étudiants authentiquement progressistes et anti-impérialistes qui pour des raisons majeures n'avaient pas pu avoir de cartes ont été refoulés avec mépris. Parmi eux, un ancien Président actuellement Président d'honneur de l'AEFNA condamné à 10 ans de prison par le pouvoir réactionnaire destourien dans le cadre du procès scandaleux de septembre 1968 de Tunis et qui a le malheur de n'être pas d'accord avec la ligne capitularde et opportuniste de la direction actuelle de l'AEFNA.

3) Du renfort révisionnistes - étudiants non inscrits à l'Université de Paris - a été amené de province et même de Belgique. C'est le cas notamment de membres plus que connus du PCT.

4) Un camarade membre du Comité Directeur qui s'était retiré du bureau pour des raisons politiques qu'il a exposées lors de l'AG, militant actif de l'AEFNA depuis 5 ans a été empêché de participer au contrôle des cartes à l'entrée sous le prétexte fallacieux "de ne pas avoir été désigné pour faire partie du service d'ordre".

5) Enfin il faut remarquer la présence trop voyante de non-étudiants hâtivement recrutés pour le vote.

## II) COMMENT S'EST DEROULEE L' AG ?

Des manoeuvres inqualifiables ont marqué cette AG et on peut dire que jamais une AG électorale de notre association n'a été aussi scandaleuse. Ces manoeuvres vont de l'acceptation de nervis et responsables de l'UGET, jusqu'aux manoeuvres de procédure les plus grossières.

1) Présence de nervis fascistes destouriens et des responsables de

l'UGET.

- Ce qui a choqué le plus les militants les plus anciens mais aussi les plus dévoués à l'AEMNA et à l'approfondissement constant de son orientation anti-impérialiste et progressiste, c'est la présence de certains nervis destouriens fort célèbres, venus apporter leurs voix au bureau sortant en difficulté. Le cas le plus c'est celui de Moncef Ben Farhat cet étudiant-flic ultra réactionnaire, fasciste même qui a agressé plus d'une fois les étudiants et étudiantes progressistes tunisiens, qui a mené une expédition contre le local de l'AEMNA dont il détruisit les portes en 1966 et qui a été exclu de l'AEMNA par le CD de Ouerdani. Notons que cet énergumène a été publiquement cité par Bourguiba comme un modèle de militant destourien dévoué, capable surtout de faire taire "en faisant usage de ses muscles les détracteurs enragés du Destour".

- A été stigmatisée aussi la présence dans la salle des responsables de l'UGET, organisation fantoche du Destpur. Cette organisation est internationalement célèbre par ses méthodes anti-démocratiques et anti-syndicales grossières (vol d'urnes, truquage des élections, tabassages des étudiants progressistes ...) par le rôle répressif et policier qu'elle a joué à l'encontre du mouvement progressiste étudiant tunisien et enfin par son inféodation totale au parti réactionnaire destourien et le soutien qu'elle apporte au gouvernement tunisien dont les positions franchement pro-impérialistes sont connues de tous. Inutile de dire que les discours hypocrites et mal intentionnés sur le prétendu renouveau de l'UGET et qui n'ont d'autre but que celui d'isoler les étudiants révolutionnaires tunisiens, n'ont convaincu personne, ni les étudiants progressistes algériens conséquents ni les responsables et militants de l'UNEM. Pourtant l'UGET avait déjà été explicitement et implicitement condamnée par notre association : soit par de nombreuses motions votées par les différentes AG soit surtout par la plate forme de février 1957 en contradiction évidente avec les options pseudo progressistes et pseudo anti-impérialistes de l'UGET, organisation complètement inféodée au Destour.

La présence des nervis destouriens et des responsables de l'UGET au nombre d'une vingtaine a faussé évidemment tous les votes ; elle ouvre surtout la voie à la

participation aux AG. de l'AFMNA. des agents et flics locaux des pouvoirs

réactionnaires des 3 pays du Maghreb (agents du parti de Kaïd Ahmed, agents du pouvoir féodal marocain); il va de soit qu'il n'est pas la présence des destouriens en tant que tels qui est mise en cause, mais bien l'alliance opportuniste du bureau sortant avec ces éléments réactionnaires.

2) à cela il faut ajouter les manoeuvres de procédure les plus grossières destinées à faire taire les étudiants anti-révisionnistes, soit à éviter de poser les problèmes de fond.

- c'est ainsi que les points d'ordre sont immédiatement accordés aux uns et brutalement refusés à d'autres.

- c'est ainsi que l'on a dévié la discussion de la motion sur le problème des militants attendant à la porte et qui n'ont pas pu avoir de carte à temps, par un vote sur "la recevabilité ou non de cette motion".

Il s'agit là de méthodes indignes d'une organisation qui se veut démocratique-révolutionnaire même selon certains-méthodes qui font leur entrée dans notre association à cause justement de la ligne erronée actuelle.

### III) LES VOTES

Sur ce plan aussi les manoeuvres et les fraudes ont été aussi vulgaires que flagrantes.

- devant un désaccord sur le décompte du vote du rapport moral (104 pour" selon le CD sortant et "76 pour" seulement selon les militants de la base authentiquement progressiste), le bureau sortant a scandaleusement refusé de communiquer le nombre de militants actifs présents à l'AG, seule manière de vérifier sérieusement le vote et de clarifier une situation devenue extrêmement confuse.

- la motion de félicitation au CD. sortant, et accordant la présidence d'honneur (à Ben Brahim n'a pas été soumise au vote de l'AG.

- de même, le présidium de l'AG. n'a donné lieu à aucun vote.

ETUDIANTS, ETUDIANTES MAGHREBINS, membres de l'AFMNA, devant de telles irrégularités et de telles manoeuvres inqualifiables, un groupe important de militants maghrébins hautement conscients du rôle d'avant garde que doit jouer notre organisation dans la lutte résolue et conséquente contre l'impérialisme, ses valets locaux et le sionisme, s'est retiré vers minuit en déposant la motion de ci-jointe.

Le retrait de ces camarades a été suivi une heure plus tard par le départ des militants et responsables de l'UNEM.

La suite de l'AG. s'est donc déroulée en présence des éléments révisionnistes de l'UNEA., des révisionnistes tunisiens et des nervis et responsables de l'UGET, organisation fantôme du pouvoir destourien, soit en tout une soixantaine d'éléments.

Un comité fantôme, forcément non représentatif et amputé (l'UNEM. absente déjà l'an dernier s'étant retirée) a été désigné.

Il importe donc, pour sauvegarder le caractère démocratique de notre association, pour approfondir son orientation progressiste, anti-impérialiste et anti-sioniste, et pour défendre son prestige durablement atteint par ces pratiques irresponsables et des manoeuvres grossières qui ont été le lot de cette AG. et d'  
**IMPOSER LA TENUE D'UNE NOUVELLE AG. DANS DES CONDITIONS DEMOCRATIQUES.**

Les étudiants du GEAST ("Perspectives")

Le 16 mars 1970



MOTION DE RETRAIT

(15.3.70 au II5 BD. st Michel)

Nous étudiants tunisiens, algériens et marocains, militants de l'ATWNAF,

- vu la présence de l'UG ET, organisation fantôme du pouvoir tunisien, pourtant exclue par l'Assemblée générale de 1967;
- vu l'attitude adoptée à l'égard des militants notoirement progressistes, privés de leur droit fondamental de s'exprimer à l'AG.
- vu les les procédés anti-démocratiques utilisés par le bureau, en particulier pour faire voter la non-recevabilité de la motion demandant l'admission des militants attendant à la porte;
- vu la vacance du Comité Directeur et le climat dans lequel se déroulent les débats, qui a empêché une participation plus large des militants de base véritablement progressistes;

nous demandons le report de l'AG. et sa tenue prochaine dans des conditions démocratiques et nous considérons toute décision prise éventuellement après notre départ comme nulle et ne nous engageant pas, car l'AG. n'est pas habilitée à statuer (quorum non atteint);

Nous nous réservons le droit au cas où des décisions seraient prises de défendre nos positions.

NON A L'OPPORTUNISME NON A LA REPRESSION

La dite section de Paris appelle aux élections de l'U.G.E.T. !  
Nous sommes tous unanimes quant à la solidarité avec nos camarades de Tunis.  
Nous rappelons qu'à la suite d'une A.G. le 8.2.72 les masses estudiantines rassemblées  
autour des mots d'ordre lancés lors du congrès extraordinaire de février 72 par nos  
camarades à Tunis : pour une U.G.E.T. démocratique autonome représentative et combative  
ont rejeté toute représentativité de cette section.  
Cette prétendue section vient de remettre en cause, comme elle l'a toujours fait les  
mêmes mots d'ordre. Ainsi elle "dénonce" ce qu'elle appelle la désertion des étudiants  
à l'égard de l'U.G.E.T.

Camarades

Nous tenons à clarifier encore une fois notre position à l'égard de l'U.G.E.T.  
L'U.G.E.T. en tant que cadre de lutte n'a jamais été rejetée. La désertion dont parle  
la section opportuniste de Paris n'a jamais eu lieu mais la situation d'après février  
à l'université a exigé des structures d'action et de lutte efficaces pour la réalisati-  
on d'une U.G.E.T. démocratique autonome représentative et combative.  
A Tunis. La constitution des délégués d'amphi est la preuve la plus concrète de la  
volonté des étudiants de continuer le combat au sein de structures provisaires pour  
justement arracher le congrès extraordinaire.

A Paris. Le 8 février 72 le CAL U.G.E.T. pour répondre aux aspirations des étudiants  
a créé des structures de base (des CAL de base à Jussieu, Paris-Sud, Vincennes...)  
qui leur permettent de se mobiliser et d'oeuvrer pour concrétiser les mots d'ordre de  
Tunis. Voyons dire que ces structures "parallèles" à l'organisation de l'U.G.E.T. comme  
le prétend le tract de la section de Paris du 12 janvier 73 c'est faire abstraction de  
l'historique du mouvement de février et de son contenu politique réel. C'est donc  
admettre de fait la reconnaissance de la C.A. fantôme que la majorité des étudiants  
n'a cessé de dénoncer et de contester depuis le congrès de KORBA.

Camarades

La section de Paris non reconnue, non représentative lance une campagne d'adhésion  
et ceci par la vente de cartes provisoires, ceci ne peut être que dénoncé car au  
nom de qui cette adhésion aura lieu ! (Au nom de la C.A. discréditée ??)  
Au nom de quelle représentativité la section de Paris appelle les étudiants tunisiens  
à Paris ?

Camarades

Nous tenons à souligner que cette vente de cartes et cet appel ne sont qu'une provo-  
cation gravetendant une fois de plus à semer la confusion et à diviser les rangs du  
mouvement étudiant.

Face à ces manœuvres, face à la vague de répression qui frappe nos camarades à Tunis  
(l'arrestation d'une vingtaine de militants, jugements et emprisonnements des ouvriers  
de Redaief...), dont le tract de la dite section ne souffle aucun mot et n'y fait pas  
la moindre allusion.

Le CAL U.G.E.T. appelle tous les étudiants à une A.G. qui se tiendra le VENDREDI 19  
JANVIER à 20H 30 A LA MAISON DE TUNISIE.

CAL U.G.E.T

Paris, le 17 Janvier 73

## NON AUX MANOEUVRES DE DIVISION

Le pouvoir du Destour a pendant longtemps tenté d'étouffer toute velléité d'indépendance des organisations de masse à son égard. Comme l'UGTT, l'UGET a été longtemps muselée par une direction inféodée au pouvoir et à son parti unique le PSD.

L'aiguïsement des contradictions entre le régime et les aspirations profondes des masses populaires s'est traduit par une montée des luttes démocratiques. Aux grèves ouvrières et révoltes paysannes sont venues s'ajouter les revendications démocratiques du mouvement étudiant.

C'est dans ce contexte de luttes qu'eut lieu le congrès-Corba en août 1971. A la volonté de la majorité des délégués de doter le syndicat de structures nouvelles, de lui restituer son autonomie et sa combativité, le pouvoir répliqua par un coup de force : en installant une CA fantôme.

C'est dans le même contexte qu'eut lieu le mouvement de février 72. Rejetant la direction parachutée, la masse étudiante organisa un congrès extraordinaire. La répression barbare qui s'en suivit, les manœuvres politiques d'intimidation et de séduction (projet M'ZALI, contacts avec les "représentants" des étudiants...), loin de venir à bout du processus enclenché, elles l'amplifiaient et le radicalisaient.

C'est dans le même contexte que les grèves ouvrières (SORETRAS, STIT...) et luttes paysannes et étudiantes se répèreront comme des échos, se renforçant et se soutenant mutuellement dans un combat commun contre l'impérialisme, ses agents locaux et ses valets, quels que soient leurs déguisements ("destouriens de gauche" et autres "anti-impérialistes").

En Tunisie, comme à l'étranger, le mouvement se structure et se renforce dans la lutte contre la répression, la sélection et les manœuvres sournoises et pour l'aboutissement de nos revendications légitimes. A Tunis ce sont les A.G. et les délégués d'Amphis. A Paris c'est le CAL-UGET élu en février 72 par la majorité écrasante des étudiants (450 sur 476).

Incapables de maîtriser le mouvement étudiant, le pouvoir et ses valets tentent alors de le diviser. C'est alors une offensive en règle qui est déclenchée depuis la rentrée. Ceux-là mêmes qui ont agi à contre-courant du mouvement de février 72 qui l'ont calomnié: "Derrière l'apparence d'un soulèvement révolutionnaire ne s'agit-il pas plutôt d'un affrontement entre le P.S.D. et ses dissidents." (tract signé les étudiants communistes tunisiens - février 72.), tentent aujourd'hui de le dévoyer. Les événements de février : un accident de parcours ? en aucun cas. Une rupture radicale avec des structures et des pratiques unanimement et définitivement rejetées. Actuellement, les manœuvres de divisions se multiplient : A Tunis c'est la pétition canaille qui circule visant à saborder le cadre de mobilisation actuel. A Paris c'est une A.G. à laquelle convoque une Section Illégitime avant février (toutes les corps n'ayant pas désigné leurs délégués) déchue depuis par l'ensemble des étudiants à Paris. Cette entreprise de division et de "normalisation" fait le jeu du pouvoir au moment où nos camarades luttent pour la concrétisation des acquis de février 72 et où le pouvoir abat sur eux une répression sans précédent (exclusion, poursuite disciplinaire...); au moment même où les étudiants entendent assumer pleinement et jusqu'au bout les événements de février non seulement en se mobilisant pour la libération des prisonniers politiques, mais aussi en élaborant un contre-projet de réforme pour l'aboutissement de toutes/nos revendications.

— La section de Paris veut faire fi de nos acquis et nos revendications. Tout comme elle l'a fait le long de ces 10 derniers mois, de la campagne de l'AEMANA où elle a sacrifié nos droits à des considérations partisanes, jusqu'à la campagne de soutien à Faouzia et Saïd Bouziri; de la campagne de soutien aux travailleurs immigrés (Harbaoui à Jussieu, grève de saint Geneviève des Bois) aux meetings de soutien aux luttes des peuples contre l'impérialisme (Palestine, Indochine, Yamen Madagascar...); de la parution du contre-projet aux luttes ouvrières et paysannes de notre pays.

CAMARADES :

Face aux manoeuvres du pouvoir et de ceux qui prétendent aujourd'hui nos alliés nous devons maintenir une vigilance à toute épreuve. Conscients des tâches qui nous attendent et attendent nos camarades de Tunis pour dépasser nos faiblesses actuelles ( inhérentes à notre début de réorganisation) et pour nous doter d'un syndicat sur la base clairement défini par le mouvement de février 72 :

- POUR UNE UGET REPRESENTATIVE AUTONOME ET COMBATIVE
- POUR UNE UGET QUI LIE LES LUTTES DES ETUDIANTS ET CELLES DES MASSES POPULAIRES DANS LEUR LUTTE RESOLUE CONTRE L'IMPERIALISME ET SES VALETS.

A Paris :

- RENFORCONS NOS STRUCTURES DE BASES ET LE TRAVAIL DE CLARIFICATION
- RENFORCONS LA COORDINATION ENTRE LES BASES :  
POUR L'UNIFICATION ET LA STRUCTURATION DE TOUT LE MOUVEMENT  
POUR LA RECONSTITUTION DE LA SECTION DE PARIS.

TOUS A L'A.G.

AUTOUR

DU

CAL-UGET

VENDREDI 15 DECEMBRE 1972

à 20H 30

MAISON DE TUNISIE

## BULLETIN D'INFORMATION

Camrades de Jussieu-Censier  
Camarades de tous les C. A. L. de Bases

Que s'est-il passé à l'Assemblée Générale du 23-31-73 à Jussieu ?

Cette A. G. ayant réuni 25 personnes dont 1 camarade étudiant à Vincennes et Jussieu deux camarades du C. A. L. Central et quelques nouveaux venus à la Base a posé le problème de la coordination (considéré par les uns comme relevant de l'élction et par les autres relevant de la désignation automatique de la commission de documentation de C. A. L. Jussieu au sein de la commission provisoire de coordination).

Vue la motion qui a été votée à l'A. G. de la Maison de Tunisie le 19-1-73 qui disait que chaque C. A. L. doit avoir des délégués provisoires de coordination : ce qui fut d'ailleurs le problème central de l'A. G. du 23-1-73 à Jussieu.

Jusqu'à 3 camarades de la commission de documentation s'occupaient de la coordination et rendaient compte de leur activité de l'A. G. hebdomadaire.

Pour l'adoption de l'ordre du jour il a eu deux propositions : une qui ne voyait pas de rapport entre la désignation des délégués et le compte rendu des activités des commissions y compris la coordination l'autre au contraire avait qu'il était nécessaire d'informer les camarades et surtout les nouveaux venus des activités des commissions pour qu'ils puissent avoir un avis motivé sur les choix des délégués.

C'est à partir de cette divergence que l'atmosphère perdant tout esprit démocratique a dégénéré dans un flot d'injures dénué de tout contrôle d'indiscipline irresponsable contraires aux principes et aux acquis du C. A. L. de Base Jussieu ces injures par ailleurs ont d'abord le C. A. L. Jussieu pour porter atteinte au C. A. L. Vincennes.

Tot en maintenant le même atmosphère des camarades ont eu recours au vote : une fois le principe démocratique de vote admis par tous, les mêmes camarades ont eu recours à un

2ème vote d'élimination en proposant par des manoeuvres subtiles une motion à adopter sans discussion qui les rendait majoritaires sans discussion.

Bien sur le vote est la procédure la plus démocratique à condition qu'on sache qui a le droit de voter.

Une autre motion a été proposée qui mettait en contradiction la première motion : "Toute personne appartenant à un CAL de base n'a pas le droit de voter dans le CAL JUSSIEU".

Voici la deuxième motion : "Toute personne appartenant à ~~un autre CAL que JUSSIEU~~ à un autre CAL que JUSSIEU a le droit à un double vote".

L'A.G. a voté d'une façon contradictoire sur les deux motions. 13 pour la première. 12 pour la seconde.

L'ordre du jour sans compte rendu des commissions fut adopté 12 contre 11 et une abstention. Le camarade de Vincennes n'a pas participé comme suite à la motion votée et en accord avec le rejet de la seconde mais le président compte les voix des deux camarades du CAL Central qui effectivement est en accord avec la première motion mais en contradiction avec la deuxième motion.

DEUX POIDS DEUX MESURES Pourquoi les deux camarades du CAL Central ont-ils le droit de se faire représenter encore une fois et pourquoi ? Ceci est refus au camarade de VINCENNES ? Au nom de quoi cette A.G. doit être souveraine ? Au nom de la démocratie on a voulu bel et bien bafouer les principes fondamentaux de la Démocratie. Voter au nom de qui pour faire quoi ? Est-ce que au nom de soi disant de la Base pour faire le travail de coordination ou autre chose ? ? De là nous pouvons relater deux attitudes contradictoires :

la première qui se base sur un critère subjectif à savoir que la représentativité se fait par le vote à main levée dans une A.G. qui n'est pas démocratiquement souveraine

la deuxième qui se base sur un critère objectif à savoir que la représentativité doit émaner de la base et que cette même base est composée de trois commissions.

Chaque commission se charge de désigner d'une manière provisoire son représentant jusqu'à la prochaine A.G. et ceci en se basant sur un travail pratique qui a été mené au sein de chaque commission.

Donc de là nous avons à confronter ces deux types de compréhension du travail au sein de notre base et cela nous ne pouvons le voir d'une façon la plus objective qu'en tirant la leçon du passé.

Quelles étaient nos erreurs ? Et pourquoi ?

Comment nous avons été amenés à voir la nécessité du travail de coordination et sur quel principe ?

Si le CAL Central a failli à ses fonctions pour mener ce travail à la base nous avons vu que la coordination est une nécessité !

Si les différentes commissions ont vu le jour et ont mené un travail pratique nous avons à poser le problème de la représentativité.

Si les deux soi-disant délégués de notre base prétendent être représentatifs (alors que 10 camarades n'ont pas participé au vote) nous leur disons qu'ils ne sont pas représentatifs.

Encore une fois camarades ! Nous sommes pour l'unification du mouvement étudiant. Nous sommes partie intégrante du mouvement de février. Nous sommes pour la concrétisation du mot d'ordre

UGET AUTONOME REPRESENTATIVE et COMBATIVE !

Nous tenons les différents CAL de base devant leur responsabilité !

Commission d'Information

du CAL DE BASE JUSSIEU

**FLAH D'INFORMATION** La répression qui s'abat de plus en plus en Tunisie. Arrestations de lycéens et étudiants (dont 4 jeunes du Lycée du Bardo accusés de faire circuler des tracts et documents dits venus de l'étranger). Le CAL JUSSIEU appelle un soutien massif aux victimes de DJERISSA à la suite d'un écroulement qui a causé la mort d'une vingtaine de mineurs et de plusieurs blessés restés sans secours officiels. Une collecte d'argent se fera à Jussieu aux autres CAL et sera envoyée aux victimes de DJERISSA.

Mobilisons-nous autour du CAL de base JUSSIEU pour participer à l'A.G. hebdomadaire du mardi à 20-30 Couloir 34/44 2ème étage, salle 11  
Participer activement au travail à la base dans les différentes commissions  
Commission d'information chaque mercredi à 20-30 même salle  
Commission documentation chaque lundi 20-30 même salle.